



## REUNION PARLEMENTAIRE A L'OCCASION DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

*Copenhague, 16 décembre 2009*

Organisée conjointement par l'Union interparlementaire et le Folketing danois



### **Allocution du Président de la République des Maldives, M. Mohamed Nasheed**

Excellences, Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames, Messieurs,

En 1999, j'ai été déchu de mon mandat de parlementaire. J'ai été expulsé du Parlement et jeté en prison. Emprisonné sans avoir commis le moindre acte répréhensible. Emprisonné pour avoir défendu ce en quoi je croyais : démocratie, bonne gouvernance et primauté du droit. A cette époque, j'étais peu connu et j'avais peu d'amis, surtout à l'étranger, désireux et à même de m'aider.

Mais l'UIP était une amie. L'UIP s'est battue pour moi. L'UIP a usé de ses bons offices pour obtenir ma libération. Pour cela, je tiens à vous dire merci.

En fait, je crois que mon cas est toujours pendant à l'UIP. Elle poursuit formellement son enquête pour s'assurer que je ne suis pas persécuté. Certes, en tant que président, on se heurte à de nombreuses critiques. Mais je ne pense pas pouvoir prétendre aujourd'hui encore au statut de prisonnier politique !

Ces dernières années, les Maldives ont vécu une révolution politique. Avant cela, les citoyens ne se hasardaient pas à parler de politique. Aujourd'hui, nous avons réussi à les mobiliser en faveur de l'action politique. Hier, les partis politiques étaient interdits, et aujourd'hui les partis politiques fleurissent. Hier, les médias étaient muselés.

Aujourd'hui, ils sont libres. Nous avons une nouvelle Constitution, consacrant les libertés fondamentales. Nous avons un nouveau gouvernement, élu démocratiquement. Et nous avons un nouveau Parlement, élu non moins démocratiquement.

Il nous reste encore beaucoup à faire. Notre parlement a des problèmes de mise en route. Nul doute qu'il a la capacité de les surmonter.

Globalement, je suis heureux d'annoncer que les Maldives sont prêtes à prendre leur place dans le concert des démocraties nouvelles. Les questions de bonne gouvernance sont au cœur de la démocratie. Et je pense que les questions de bonne gouvernance sont également au cœur des changements climatiques. Je crois que sans bonne gouvernance, il n'y aura pas d'adaptation réussie.

Permettez-moi d'évoquer un exemple pris aux Maldives.

Le régime précédent a lancé un programme d'adaptation de plusieurs millions de dollars. Mais, quelques années plus tard, la plupart des projets étaient arrêtés ou avaient échoué. Ces initiatives d'adaptation ont échoué parce que les marchés ont été attribués aux mauvaises personnes. Les ports et les digues ont été construits aux mauvais endroits. Les habitants n'ont pas été consultés sur les solutions les mieux adaptées à leurs collectivités.

Pour moi, sans démocratie et sans bonne gouvernance, il n'y aura pas d'adaptation réussie aux changements climatiques.

Oui, le financement est important pour l'adaptation. Oui, il faut impérativement choisir la bonne technologie. Mais sans une bonne gouvernance et sans la démocratie, si j'en juge par mon expérience, les choses ne marchent pas.

Mesdames, Messieurs,

Nous ne sommes pas réunis ici pour instaurer la démocratie aux Maldives. Cette bataille a été victorieuse. Nous sommes réunis à Copenhague pour résoudre l'un des problèmes les plus graves qu'affronte l'humanité. Et je crois que, face à ce grand défi de notre temps, l'UIP et les parlementaires du monde entier ont un rôle crucial à jouer.

Les changements climatiques sont plus rapides et plus radicaux que toutes les prévisions. Un réchauffement de moins d'un degré, depuis la révolution industrielle, a entraîné des changements imprévus et sans précédent.

Au cours des deux dernières décennies, un quart du pôle Nord a fondu. Les récifs coralliens sont en danger imminent d'effondrement partout dans le monde. Le Groenland commence à dégeler. L'Australie est frappée de plein fouet par des sécheresses meurtrières quasi-chroniques. Et, entre New York et Miami, l'érosion du littoral menace de détruire toutes les plages.

Tous ces changements se produisent avec moins d'un degré de réchauffement planétaire. Pour les pays dont les terres sont basses, comme les Maldives, ces changements sont particulièrement alarmants. Aucune zone du pays ne se trouve à plus de deux mètres au-dessus du niveau de la mer. Pour les Maldives, les changements climatiques ne sont pas une menace vague ou abstraite mais un danger immédiat pour notre survie.

Non loin d'ici, au Bella Centre, certains grands pays émetteurs prennent l'engagement de maintenir la hausse des températures à deux degrés. En réalité, les mesures qu'ils proposent se traduiront par une hausse de près de quatre degrés. Alors, face aux ravages causés par un réchauffement inférieur à un degré, pourquoi, sur Terre, visons-nous deux degrés, voire quatre ?

Deux degrés de réchauffement signent la mort des Maldives et d'un milliard de personnes vivant sur les zones faiblement émergées. Quatre degrés entraîneront l'élimination quasi-totale de la race humaine. Ce sont les enjeux qui se décident à Copenhague.

Mesdames, Messieurs,

A mon avis, quelle que soit l'orientation retenue, elle devra s'appuyer sur les dernières recommandations des spécialistes du climat. Il est parfois tentant de penser que les changements climatiques sont un dossier international comme un autre. On peut imaginer que le problème sera résolu par un quelconque compromis politique mal ficelé entre Etats puissants. Mais, en réalité, on ne peut pas transiger avec les lois de la physique.

On ne peut pas passer un accord avec Dame Nature. Nous devons apprendre à vivre dans les limites que la nature a fixées sur la planète. Et il apparaît de plus en plus clairement que nous vivons bien au-dessus des moyens de la planète.

Je ne suis pas un scientifique. Mais je sais que l'une des lois de la physique, c'est que l'on ne transige pas avec les lois de la physique. Et les données scientifiques sont claires. Si nous voulons enrayer les changements climatiques - et éviter le point de non-retour mortel qui conduirait à un emballement du réchauffement climatique, il faut limiter le réchauffement à 1,5 degré. La pollution au carbone dans l'atmosphère doit être ramenée à 350 ppm.

Heureusement, certains pays proposent des mesures raisonnables pour enrayer les changements climatiques. L'AOSIS et les pays les moins avancés ont proposé des mesures pour limiter les hausses de température à 1,5 degré, et la pollution carbone à 350 ppm. Plus d'une centaine de pays veulent s'en tenir à ces objectifs. Notre tâche est de convaincre les grands pays fortement émetteurs de se ranger à leurs côtés.

Mesdames, Messieurs,

Nous ne pouvons pas balayer d'un revers les données scientifiques parce qu'elles sont politiquement gênantes. Et nous n'en avons pas l'intention. C'est pourquoi, en mars, les Maldives ont annoncé leur intention de devenir le premier pays neutre en carbone au monde. Le pays entend devenir neutre en carbone en l'espace de dix ans. Nous allons passer du pétrole à des énergies 100% renouvelables. Et nous allons neutraliser la pollution du transport aérien jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée pour « décarboniser » aussi le transport aérien.

Pour nous, aller vers la neutralité carbone n'est pas seulement le bon choix à faire. Nous croyons que c'est aussi dans notre intérêt sur le plan économique. Les pays qui ont la prescience de « verdir » leurs économies aujourd'hui seront les gagnants de demain. Ils seront les gagnants du 21<sup>ème</sup> siècle.

Ces pays pionniers vont s'affranchir de l'instabilité des prix du pétrole importé. Ils vont tirer profit de la nouvelle économie verte de demain. Et ils renforceront ainsi leur stature morale, en acquérant une plus grande influence politique sur la scène mondiale. Aux Maldives, nous avons renoncé à notre aspiration à une croissance fortement carbonée. Après tout, ce n'est pas de carbone dont nous avons besoin, mais de développement. Ce n'est pas du charbon que nous voulons, mais de l'électricité. Ce n'est pas du pétrole que nous voulons, mais des transports. Il existe aujourd'hui des technologies à faible intensité de carbone qui peuvent nous apporter tous les produits et services dont nous avons besoin. Fixons-nous pour ambition d'y recourir.

Mesdames, Messieurs,

Depuis l'annonce de leur politique de neutralité carbone en mars de cette année, les Maldives ont fait l'expérience d'une sorte de révélation environnementale. Nous avons signé avec des entreprises internationales du secteur de l'énergie deux accords portant sur la construction de parcs éoliens; Des investisseurs se proposent de transformer nos déchets en électricité « verte » et certains de nos célèbres complexes touristiques de luxe se sont engagés à parvenir à la neutralité carbone.

Les habitants des Maldives se sont mobilisés, diverse îles définissant elles-mêmes des objectifs de neutralité carbone; des investisseurs et entrepreneurs « verts » affluent aux Maldives, et il est clair aujourd'hui que les installations de production électrique utilisant des énergies renouvelables fourniront de l'électricité moins chère que les générateurs diesel existants.

Nombre de ces évolutions n'avaient pas été envisagées lorsque nous nous sommes engagés à parvenir à la neutralité carbone. Autant d'agréables surprises. La leçon que nous enseignent le cas des Maldives se résume ainsi : lorsque les dirigeants définissent des orientations claires, les particuliers, les investisseurs et les entrepreneurs suivent. Cela crée un cercle vertueux de changement positif. Nous devons créer cette dynamique à l'échelle mondiale.

***Mesdames, Messieurs,***

Les changements climatiques menacent non seulement les Maldives mais aussi l'humanité. Et nous tous ici dans cette salle avons le devoir de faire pression pour parvenir à un accord de sauvegarde de la planète. Les parlementaires, en particulier, ont l'obligation impérieuse de montrer la voie. Ne tombez pas dans le piège de croire que les chefs d'Etat peuvent résoudre tous les problèmes.

Sur les questions de défense et de politique étrangère, les chefs d'Etat sont en mouvement. Mais sur les aspects climatiques de la politique énergétique, des transports et de la gestion des déchets, les parlements sont souvent plus puissants.

Si nous n'agissons pas aujourd'hui, la crise climatique va se muer en catastrophe, menaçant l'existence même de la civilisation humaine. Mais si nous faisons tous preuve de leadership historique - chacun dans ses fonctions - nous pouvons éviter la crise. Et nous pouvons édifier un monde plus vert, plus riche et plus exubérant que celui dont nous avons hérité.